

POUVAIT-ON ALLER PLUS LOIN ?

La grève des mineurs durant trente-cinq jours a tenu en échec le pouvoir gaulliste, celui qui se flatte volontiers de ne pas reculer, a été contraint sous la combativité des « gueules noires » à céder du terrain peu à peu. Certes les revendications ne sont pas toutes satisfaites et l'on ne peut crier au triomphe ; cependant dans l'épreuve de force déclenchée par de Gaulle, ce ne sont pas les mineurs qui sortent vaincus.

La réquisition signée à Colombey-les-Deux-Eglises ne fut pas prise par hasard sous l'effet de l'humeur, mais avec l'idée bien arrêtée de jeter la panique dans les syndicats et chez les mineurs en espérant que jouerait, une fois de plus, la division. Las ! Ce fut le contraire qui se produisit comme souvent cela arrive lorsque la bourgeoisie sous-estime le sens de classe du prolétariat. Fouettés les mineurs qui sont hommes-fiers, faits par leur métier durs et résolus, ont réalisé toute l'importance de la lutte, de la défense du droit de grève et le décret les a tous soudés contre l'arbitraire.

Ainsi en marquant dès les premiers jours de la grève un point capital, les mineurs ont recueilli une sympathie immédiate, exprimant — au-delà des aspects sentimentaux qui entourent toujours la solidarité envers une corporation au labeur particulièrement pénible — l'opposition générale au régime de la baguette. L'adoption d'une tactique de lutte claire — la grève générale au finish — contribuera également à catalyser les aspirations des masses en leur faveur.

Aussi le gouvernement fut contraint d'abandonner toute mesure de répression et de Gaulle dont on avait laissé entendre qu'il viendrait à la télévision chercha à se faire oublier.

La tactique du gouvernement se modifia et ses efforts portèrent, après l'échec de la réquisition, sur l'isolement et l'épuisement des mineurs.

L'EXEMPLE

Mais là aussi il se heurta à un mur. La grève des mineurs faisait boule de neige et agissait comme stimulant sur de nombreuses corporations où des revendications étaient en attente. Ce fut particulièrement le cas pour l'E.D.F., les cheminots, et, de façon générale, pour tous les services publics. La grève s'étendait, pouvait devenir générale, alors le pouvoir se voulut subtil : « On isolera les mineurs en accordant certaines revendications aux autres industries et en restant de pierre pour eux. »

Les mineurs de Lorraine eurent des satisfactions. Les gaziers de Lacq dont la grève devenait dangereuse pour l'économie obtinrent quelque chose. Les métallos dont la combativité était plus faible se virent accorder la quatrième semaine de congés payés. Là où le mécontentement se manifestait, les patrons et le gouvernement négocierent.

Résultat : on discuta un peu partout, services publics, métallurgie, papier-carton, pétroles, produits chimiques... mais d'isolement des mineurs point. Car chaque travailleur à ce moment prenait conscience que c'était cette grève formidable qui transformait les rapports entre lui et les capitalistes.

Et l'épuisement des mineurs ? Nouvel échec du pouvoir. Les mineurs loin de s'épuiser le contraignirent à de nouveaux reculs.

1. Le gouvernement ne voulait discuter avec eux que lorsqu'ils auraient repris le travail. Cette prétention chère à tout patron de droit divin sombra rapidement.
2. Les premières propositions d'augmentations furent abandonnées et il fallu en lâcher davantage avec les quatre semaines de congés.

CONCLUSION : victoire totale des mineurs ?

Est bien... non ! le succès obtenu s'il est absolument remarquable et le plus important depuis dix ans au moins, n'est pas entièrement satisfaisant et un examen plus approfondi de la situation, des possibilités créées par cette grève laisse apparaître un manque à gagner évident qu'une direction plus résolue, plus audacieuse du mouvement n'aurait pas laissé échapper.

Tout au long de la lutte, le pouvoir fut débordé, les concessions arrivaient trop tard, les menaces tombaient à plat. Mais les organisations syndicales se maintinrent à un niveau purement corporatiste.

Peu de jours avant la grève, la C.G.T. à nouveau déclarait « que la grève n'est pas la seule arme des travailleurs ». Cette confédération de loin la plus importante numériquement et politiquement dans la classe ouvrière fut encore la plus hésitante dans les premiers temps de la grève et il fallut la surenchère de la C.F.T.C. et de F.O. pour l'amener à lancer le mot d'ordre de grève illimitée.

CONTRE LE REFORMISME

Une perspective révolutionnaire pouvait seule permettre à cette grève de capitaliser et de faire apparaître la combativité effective de la classe ouvrière.

Mais il serait faux d'omettre plusieurs traits négatifs préexistants dans la classe ouvrière française et rendant délicat la généralisation d'un tel mouvement, son débouché sur le problème du pouvoir, directement ou dans ses prolongements.

La classe ouvrière, n'avait plus confiance en ses propres forces. Depuis tant d'années, tant de combats n'ont abouti qu'à des échecs ou des résultats illusoire. Nous affirmons quant à nous après l'avoir démontré en chaque occasion, que ces défaites sont dues aux trahisons des directions. Quoiqu'il en soit, le manque de confiance ne peut être contesté. La dernière et plus importante des défaites étant l'installation du pouvoir bonapartiste du général-président.

L'unité ouvrière dont les prémisses sont apparues au cours des dernières élections reste extrêmement fragile. L'alliance de fait du P.C. et de la S.F.I.O. ne rem-

place pas une unité d'action en bonne et due forme Il est toujours extrêmement difficile de réunir la C.G.T. et F.O., du fait du refus de cette dernière. Mais une telle situation ne devait pas conduire comme ce fut fait à s'aligner sur les positions des plus retardataires, mais à les entraîner avec leurs troupes.

La classe ouvrière française à l'inverse de la tradition anglaise et allemande n'est que faiblement syndiquée. Par ailleurs, même les syndicats n'apportent pas à leur direction une adhésion sans réserve. Les manifestations signalées lors de la reprise du travail dans les mines même si l'on ne peut exclure dans certains cas l'intervention d'éléments extérieurs, n'auraient jamais eu lieu sans ces deux caractéristiques. Il fallait donc associer l'ensemble des travailleurs aux décisions sans oublier les travailleurs étrangers si nombreux dans les mines.

Chacun comprenait, à commencer par les directions syndicales que la généralisation du mouvement poserait le problème au gouvernement et c'est bien pourquoi elles y étaient hostiles. Mais de notre côté, du côté des révolutionnaires, critiquant ces réformistes de tous poils, nous ne pouvons oublier que si critiques que puissent être certains militants ouvriers, dans leur écrasante majorité, l'absence d'un mot d'ordre central leur interdisait de s'engager dans une grève générale illimitée.

Parur de ces réalités cela voulait dire qu'il fallait mettre en avant des mots d'ordres à caractères d'abord économiques, syndicaux permettant l'extension du mouvement, soumis à la discussion des assemblées des travailleurs, des secteurs en grève, comme de ceux encore à l'écart.

Ces mots d'ordre portant sur :

- un salaire minimum national ;
- la réduction générale du temps de travail ;
Les 4 semaines pour tous, les 40 heures comme étape vers 35 heures.

Le contrôle ouvrier, à tous les échelons hiérarchiques, par des délégués directement élus, pour permettre notamment l'établissement d'un plan d'avenir pour chacune des professions de la fonction publique en régression.

Formation de Comités de grève à la base avec une représentation des syndicats, mais aussi des délégués directement élus par les travailleurs et comportant une large proportion d'inorganisés. Le mot d'ordre de Comités de base, élus directement et dans leur ensemble par les travailleurs a trop souvent servi de camouflage à la direction du P.C.F. pour profiter de son audience majoritaire et faire fi des autres courants syndicaux. Les syndicats minoritaires recuseront toujours une telle formule. Alors que le cartel, ne permet pas un contrôle des masses, n'entraîne que faiblement les inorganisés.

Formation de Comités régionaux et nationaux de grève des mineurs, par des délégués des Comités de base et représentation des fédérations syndicales.

Organisation de manifestations centrales à Lens, à Paris avec Frachon, Bothereau, Descamps. Et vers Paris ce n'étaient pas seulement les mineurs du Nord qui eussent dû venir, mais encore ceux du Nord de la France. Ce ne sont pas quelques délégations qui auraient pu accueillir les mineurs mais des dizaines de milliers de travailleurs parisiens. Tout cela était possible, réaliste.

Il était aussi possible et réaliste dès la première semaine de la grève, d'arrêter le transport du charbon. Il est impossible d'expliquer que le climat n'y était pas. Et si les autres directions syndicales étaient hostiles comme le prétend dans les coulisses la direction cégétiste, une simple proposition publique, sans dénonciation, sans ultimatum eut sans doute modifiée bien des avis. Et puis sur la base de revendications communes bien faciles à trouver (salaire minima de la fonction publique avec coefficient de pénibilité) (encore une fois les horaires de travail) ne pouvait-on déclencher des grèves successives de 24 heures, de 2 jours, d'une semaine, illimitée dans l'ensemble de la fonction publique. L'esquisse d'une telle pratique chez les cheminots, à l'E.D.F., dans les transports parisiens montre bien par les résultats obtenus que cela était possible et nécessaire, et pouvait aboutir à une grève générale illimitée des services publics.

Dans les autres corporations, le climat, notamment dans la métallurgie, les chimiques, et pire encore le bâtiment, était moins favorable. La grève des mineurs rencontrait un immense écho, car chaque travailleur connaît leur peine et les aumônes misérables, baptisées salaires que l'Etat-patron leur consent. Mais croyez-vous qu'à partir de l'ensemble de généralisation des revendications et des mouvements, l'inertie n'aurait pas été profondément ébranlée. La chose valait la peine d'être tentée.

Si les directions de la C.G.T. et du P.C.F. avaient le courage de répondre à de telles critiques autrement que par des injures, gageons qu'elles feraient état des craintes de leurs partenaires. Malgré un long passé de déloyauté de leur part — de déloyauté à l'encontre du reste du mouvement ouvrier — le problème du gouvernement aurait pu être posé s'ils avaient publiquement déclaré que leurs propositions ne seraient maintenues que si l'accord de leurs partenaires se manifestait. Faire alors des propositions successives, comme nous l'avons rapidement évoqué aurait permis d'arriver à celle d'un gouvernement des organisations ouvrières. Peut-être et sans doute même, dans cette première grande lutte, ce mot d'ordre eut été repoussé, mais dans un tel contexte il eut fait son chemin préparant les luttes futures. Car succès pour les mineurs, victoire pour la classe ouvrière contre le pouvoir gaulliste, la grève présente de graves carences que nous avons dénoncées ; elles ne peuvent être surmontées que par un programme de transition du capitalisme au socialisme.

G. M.

- 16 Janvier. — C.G.T. et F.O. déclenchent pour quinze jours la grève du rendement chez les mineurs. La C.F.T.C. veut la grève illimitée.
- 31 Janvier. — La C.G.T. lance un mot d'ordre de 48 heures. F.O. et C.F.T.C. donnent des consignes de grèves illimitées. Grandval promet l'ouverture de discussions pour le 15 février. C.G.T. et C.F.T.C. retirent leur mot d'ordre. Celui de F.O. est suivi par 3% des mineurs.
- 15 février. — Les charbonnages proposent 5,77% pour l'année. F.O. avait refusé d'être reçue avec la C.G.T.
- 18 février. — La C.G.T. propose une quinzaine d'action pour mars et une grève totale les 1^{er} et 2 mars. Elle appelle à la limitation du rendement et à l'unité d'action.
- 20 février. — F.O. et C.F.T.C. appellent à la grève illimitée à partir du 1^{er} mars.
- 27 février. — Bokanowsky informe qu'il réquisitionnera les agents des cokeries à partir du 1^{er} mars et les mineurs à partir du 4.
- 1^{er} mars. — 98% de grévistes au fond dans le Nord et le Pas-de-Calais. 93% en Lorraine. 49% à Blanzy.
- 3 mars. — Parution au J.O. du décret de réquisition signé à Colombey.
- 5 mars. — Echec de la réquisition dans le Nord et le Pas-de-Calais. Grève générale de quinze minutes décidée par C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., U.N.E.F. pour protester contre la réquisition.
- 7 mars. — Grève de 48 heures à la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (gaz de Lacq). Une grève illimitée sera décidée.
- 8 mars. — Grève massive d'avertissement de 2 heures à l'E.D.F. et G.D.F.
- 9 mars. — Refus des dockers de décharger le charbon. Création d'un fonds national de solidarité par C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., 12 mars. — Grèves surprises tournantes de 2 heures des cheminots.
- 13 mars. — Nomination par le Conseil des Ministres de la commission des « Sages ».
- 3.000 mineurs de fer lorrains viennent en délégation à Paris et se rassemblent place des Invalides.
- 15 mars. — Grève surprise de 24 heures (4 h. à 4 h.) des cheminots qui protestent contre l'ajournement des discussions. Journée revendicative des hôpitaux.
- 16 mars. — Le gouvernement déclare qu'il appliquera les conclusions de la commission des Sages. 40.000 mineurs défilent à Lens. Nombreux meetings.
- 20 mars. — Reprise des mineurs de fer sur la promesse d'une table ronde. Dix millions sont collectés à ce jour. Appel à tous les travailleurs à verser une journée de salaire.
- 21 mars. — Meetings. Les syndicats accusent le gouvernement de pourrir la grève. Débrayages tournants de 2 heures à la S.N.C.F. Grève de 24 heures de facteurs.
- 22 mars. — Conclusion des Sages : retard de 8% des salaires. Grève de 4 heures de 8 à 12 heures à l'E.D.F. et G.D.F.
- 24 mars. — Négociations suspendues. Les mineurs veulent 8% à la reprise.
- 27 mars. — Versement de solidarité de 30 F aux mineurs. Reprise du travail par les agents du gaz de Lacq. Grèves tournantes de 2 h. à la S.N.C.F. Grèves de 2 heures à la R.A.T.P. Début des grèves tournantes d'une trentaine de lignes de bus.
- 28 mars. — Grève de l'E.D.F. de 8 h. 30 à 12 h.
- 29 mars. — 70.000 mineurs se rassemblent à Lens. Grèves surprises matin et après-midi de l'E.D.F.
- 1^{er} avril. — Les Charbonnages convoquent les syndicats pour le 2 à 10 h. 30.
- 2 avril. — Grève tournante des bus. Grève de 48 h. décidée par l'Education nationale pour les 22 et 23 avril. Journée revendicative des hôpitaux. 1,5 milliard collecté.
- 3 avril. — Accord conclu à 21 heures aux Charbonnages. Versement de 40 F aux mineurs par le fond de solidarité. Grève des services de nuit des P.T.T.
- 4 avril. — Grève tournante des bus. Les syndicats décident la reprise du travail dans les mines.
- 5 avril. — Reprise difficile, 40% le matin et y aurait 80% en fin d'après-midi. Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais refusent la reprise et demandent un meeting à Lens. Les mineurs de bauxite décident de reprendre dans 48 heures. Grève tournante à la R.A.T.P. Grève à la R.T.F. Arrêt dans les centres de tri à la R.A.T.P.
- 8 avril. — La reprise est complète.